

Eau potable : ces habitants inquiets décernent un label « villes et villages pesticides»

Caroline Tréman

La mobilisation contre la pollution de l'eau potable s'amplifie. Des habitants du nord de la Loire-Atlantique ont installé symboliquement des affiches, soutenant la proposition de loi sur la qualité de l'eau présentée ce jeudi 20 février devant l'Assemblée nationale.

« Villes et villages pesticides, le label des zones de captage polluées » : ces affiches viennent d'être posées à l'entrée d'Héric et d'autres communes du nord de la Loire-Atlantique ce jeudi 20 février 2025. À la manœuvre, des habitants inquiets par la pollution de l'eau potable sur leur territoire et ailleurs. Avec cette action, ils veulent soutenir la proposition de loi sur la préservation des aires de captage . Ce même jour, [ce texte sur la qualité de l'eau potable](#) de Jean-Claude Raux, député écologiste de Loire-Atlantique, est, en effet, examiné à l'Assemblée nationale.

Une action menée pour soutenir la proposition de loi sur la qualité de l'eau

Depuis des mois, la mauvaise qualité de l'eau potable inquiète ces riverains du captage de Nort-sur-Erdre. Ils veulent des actions rapides et concrètes. Nous espérons que cette proposition de loi soit un début pour continuer l'arrêt des pesticides , indiquent-ils. Nous soutenons les agricultrices et agriculteurs, mais pas le système agro-industriel dévastateur qui fait de l'agriculture une pratique qui empoisonne l'environnement.

Déjà, le 7 février dernier, 150 élus de Loire-Atlantique ont signé [un manifeste](#) pour l'interdiction des produits phytosanitaires dans les aires d'alimentation de captage d'eau potable. Une prise de position saluée par ces riverains.

Réactions à un communiqué de la FNSEA

Par contre, un communiqué de la FNSEA de Loire-Atlantique du 18 février 2025 intitulé « 150 élus hors sol » les fait réagir. Le premier syndicat agricole de Loire-Atlantique dénonce le fait que ce manifeste cible principalement les pratiques agricoles négligeant l'impact des industries et des stations de traitement des eaux usées. La FNSEA 44 et les Jeunes Agriculteurs 44 alertent par courrier tous les parlementaires face aux incohérences de ce manifeste .

Nous sommes en colère en lisant ça, indiquent ces habitants. Nous savons que l'industrie pollue : des PFAS ont été retrouvés dans les analyses. Mais ce polluant est aussi amené par le [flufenacet](#) , un herbicide utilisé sur les cultures de céréales. Quid du [metolachore](#) , quid du chlorotalonil ? Comment ne peuvent-ils pas reconnaître que ce sont eux qui les ont épandus ?

Avant la proposition de loi et le manifeste, les habitants mobilisés notent que la concertation n'a jamais abouti localement pour préserver les captages. Cela fait vingt, trente ans que cela ne change pas. Lors des tractages, les habitants sont pourtant favorables à une préservation des captages d'eau, de nombreux élus locaux le défendent aussi, tout comme Atlantic'eau (ndlr : syndicat d'eau potable) et le Département. On n'est pas isolés », selon Yves

Pasgrimaud, bénévole de l'association Eau secours 44, et Anne-Claire, habitante, mobilisés à Héric.

Après cette action, ils seront nombreux à se rendre samedi 22 février à Redon (35) à la [manifestation « Dans l'eau, des poissons, pas des poisons »](#). Avec toujours en tête des inquiétudes pour la santé.